

Tunisie : A propos du prix Nobel de la paix, retour sur la crise de 2013

jeudi 15 octobre 2015, par [LEROUGE Dominique](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2015).

L'attribution du prix Nobel de la paix s'est accompagnée d'un subit regain d'intérêt pour la situation en Tunisie. Le projecteur a été en particulier braqué sur la façon dont la coalition dirigée par le parti islamiste Ennahdha a été amenée à quitter le pouvoir en janvier 2014. Il convient donc de revenir sur ce processus.

Une vague de fond anti-Ennahdha

En 2012 et 2013, la politique des gouvernements à direction islamiste (1) avait été centrée sur les objectifs suivants :

- poursuivre la politique néo-libérale dont les effets avaient été une des causes de la révolution,
- noyauter l'appareil d'Etat, islamiser la Constitution, remettre en cause les droits des femmes,
- organiser et/ou couvrir les violences contre le mouvement social et la gauche.

Dans ce cadre, des milices islamistes avaient été mises sur pieds, dont les « Ligues de protection de la révolution » (LPR). Des prédicateurs islamistes du Moyen-Orient parmi les plus rétrogrades, circulaient librement en Tunisie. Ils étaient accueillis officiellement au palais présidentiel par Marzouki, tout comme les responsables des LPR. (2)

D'importantes mobilisations ont eu lieu contre les tentatives du pouvoir de remettre en cause des droits des femmes, ainsi que contre les violences émanant des milices islamistes et/ou du pouvoir (tir à la chevrotine de la police sur la population de Siliana, attaque du siège de l'UGTT, assassinat de deux dirigeants du Front populaire, etc). (3)

Suite à l'assassinat du 25 juillet, une vague d'hostilité envers Ennahdha a traversé le pays et d'immenses mobilisations ont eu lieu. (4) En toile de fond, l'Egypte avec les formidables manifestations de juin contre le gouvernement islamiste, suivies de leur dégagement par l'armée de l'ancien régime, ainsi que le spectre du scénario lybien.

Fathi Chamkhi explique : « *Le Front populaire, qui regroupe l'essentiel de organisations politiques de gauche, a dans un premier temps réagi vigoureusement, appelant même à l'insurrection. Il s'est ensuite tout de suite rétracté sous la pression de Nida Tounes (5), pour finalement rester dans les limites du respect de l'ordre et de la légalité établie* ». (6) Le Front a alors décidé de former une alliance avec toutes les forces s'opposant au parti islamiste au pouvoir au sein d'un éphémère « Front de salut national » (FSN) (7) dont un des principaux objectifs était la mise en place d'un « gouvernement de salut national » pour remplacer celui d'Ennahdha. (8)

Le départ des islamistes du pouvoir

Mais en final, c'est la formule de « dialogue national » incluant Ennahdha, proposée avec constance depuis juin 2012 par les dirigeants de l'UGTT, (9) qui s'est imposée. A partir de la mi-septembre ce « dialogue » s'est progressivement mis en place sous l'égide d'un « Quartet » composé de l'UGTT, du syndicat patronal UTICA, de la Ligue tunisienne pour la défense des droits l'Homme, et de

l'Ordre des avocats.

Lâché de toutes parts, Ennahdha a compris qu'il n'avait pas d'autre solution que de quitter le gouvernement. Il voulait ainsi éviter de subir le même sort que ses cousins égyptiens, sauvegarder ses positions acquises au sein de l'appareil d'Etat, et garder une chance de revenir ultérieurement au pouvoir. Ennahdha a également renoncé aux mesures rétrogrades qu'il voulait initialement inclure dans la nouvelle Constitution et a même accepté quelques avancées. (10)

Fathi Chamkhi explique (11) : « *En fait, ce sont les chancelleries européennes, notamment française, allemande, britannique, mais aussi étasunienne, qui étaient les vraies maîtresses du jeu. Pour preuve le fait qu'elles ont réussi à imposer le chef de gouvernement qu'elles ont voulu, à savoir l'ultra-libéral Mehdi Jomàa, cadre supérieur franco-tunisien d'une filiale de la multinationale pétrolière française Total* ». Comme l'a titré à l'époque le quotidien « Le Monde », Jomàa a été « un nouveau premier ministre nommé sous la pression occidentale ». (12) Dans ce cadre, la décision d'accorder le prix Nobel au Quartet a un sérieux parfum de retour d'ascenseur.

Epilogue

Ennahdha s'était résigné en janvier 2014 à sortir par la porte avant que le toit de la maison ne s'effondre sur sa tête. Il est revenu au gouvernement par la fenêtre un an plus tard à l'invitation de Nidaa, son ennemi proclamé pendant près de trois ans ! (13)

La lutte pour le leadership qui avait auparavant opposé ces deux partis s'est effacée devant ce qui les rassemble : accentuer la politique néo-libérale, chercher à juguler les grèves, restreindre les libertés.

Avec en prime pour Nidaa Tounès, parti se situant dans la continuité du pouvoir en place avant 2011, la volonté de blanchir les corrompus de cette époque. (14)

13 octobre 2015

Notes :

1. Deux autres partis étaient associés au pouvoir d'Ennahdha : le CPR de Marzouki à qui avait été accordée la présidence de la République, Ettakatol (section tunisienne de l'Internationale socialiste), dirigé par Ben Jafaar, à qui avait été attribuée la présidence de l'Assemblée constituante.

2.
<http://www.kapitalis.com/politique/14124-le-palais-de-carthage-deroule-le-tapis-rouge-au-predicateur-wahhabite-nabil-al-awadi.html>
<http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Une-délégation-des-LPR,-avec-«-Recoba-»,-chez-Marzouki-au-palais-de-Carthage,520,35636,3>

3. En novembre 2012, la police a tiré à la chevrotine sur la population de Siliana. Le 4 décembre 2012, des milices islamistes ont attaqué le siège national de l'UGTT. Le 6 février 2013, un dirigeant du Front populaire, Chokri Belaïd, a été assassiné devant son domicile. Il en a été de même le 26 juillet pour Mohamed Brahmi, un autre dirigeant du Front populaire.

4. Fathi Chamkhi : « Une lame de fond anti-Frères Musulmans secoue la Tunisie » - (31 août 2013)
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29845>

5. Nidaa Tounès a été lancé en juin 2012 autour d'anciens responsables du parti de Bourguiba et Ben Ali, dont Beji Caïd Essebsi.
6. Fathi Chamkhi est militant de RAID (Attac et Cadtm en Tunisie). Membre de la LGO (trotskiste). Il est député du Front populaire depuis octobre 2014. Propos recueillis le 29 septembre 2015.
7. Voir « Entre le déjà plus et le pas encore », Inprecor no 597, <http://orta.dynalias.org/inprecor/home> ou <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29844>
8. Déclaration constitutive du Front de salut national (26 juillet) <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article29377>
9. « L'initiative de l'UGTT sur le lancement d'un conseil de dialogue national » (18 juin 2012) <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article26202>
10. La nouvelle Constitution a été promulguée en janvier 2014. Suite à d'intenses mobilisations, en ont été exclus les reculs que comptaient y inscrire initialement les islamistes, comme par exemple la référence à la charia ou l'infériorisation des femmes. Malgré ses limites, cette Constitution inclut quelques avancées, comme par exemple la liberté de conscience et la condamnation pénale du takfir (accusation d'avoir renié l'Islam pouvant servir à justifier la mise à mort). <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31234>
11. Propos de Fathi Chamkhi recueillis le 29 septembre 2015.
12. « Un nouveau premier ministre nommé sous la pression occidentale » (Le Monde, 16 décembre 2016) http://www.lemonde.fr/tunisie/article/2013/12/16/tunisie-un-nouveau-premier-ministre-nomme-sous-la-pression-occidentale_4334890_1466522.html
13. Participent également au pouvoir l'UPL autour de l'affairiste douteux Slim Riahi, et le parti ultra-libéral Afek Tounès.
« La »normalisation« est lancée » (11 février 2015) <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article34582>
14. Concernant le projet de blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali, voir notamment :
 - * sur la place de cette mobilisation dans la situation politique <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36020>
 - * sur les mobilisations avant le 8 septembre <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35989>
 - * sur les mobilisations entre le 8 et le 21 septembre (dont les manifestations du 12), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36012>

P.-S.

- * Un article convergent est paru sur ESSF <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36114>
- * Autres articles concernant la Tunisie <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique130>
Cliquer sur « sous-rubriques » pour accéder à celles-ci (A gauche, Economie, Ennahdha, islamisme, Femme, Histoire, Syndicalisme).